

## Conclusion générale

C'est le privilège des rapports annuels : ils défient le temps et sont des marqueurs difficilement effaçables. L'an dernier, dans notre conclusion générale, nous rappelions que les deux méthodes de fabrication de la réforme employées jusqu'à présent avaient trouvé et prouvé leurs limites : aussi bien celle issue de la négociation entre les grandes organisations d'employeurs et de salariés où règne le rapport de forces au sein des corps intermédiaires, que celle issue des analyses des experts qu'ils soient internes (corps techniques de fonctionnaires) ou externes (cabinets de consultants). Notre conclusion appelait de ses vœux « l'émergence et la pratique des processus participatifs et délibératifs [...] de nature à favoriser un compromis constructif et à recréer du lien et de la confiance ».

Notre analyse était juste et a été corroborée par les événements de la fin de l'année 2018 et du début 2019.

Au moment où ces lignes sont écrites, nous ne savons pas ce qu'il adviendra du grand débat national initié à partir du 15 janvier 2019. Le mouvement des « gilets jaunes », à l'origine de ce grand débat, est le symptôme aigu d'une France fracturée : riches *versus* pauvres, ascension sociale *vs* déclassement, emploi *vs* chômage, jeunes *vs* seniors, territoires prospères *vs* territoires en déshérence...

« Restaurer la confiance : un enjeu démocratique » tel était le titre de notre rapport 2017 ! Le rapport 2018 de l'Atelier « Démocratie-OCQD », au travers ses analyses portant sur les 18 mois du quinquennat, sur « l'après Notre Dame des Landes » et sur le phénomène de la défiance qu'il a qualifiée « d'inversée », pose la question de la solidité du pacte républicain et estime qu'il est encore possible que les Français soient capables de « faire société ». Pour cela *le Pacte civique* propose que l'on s'appuie sur les valeurs de créativité, de sobriété, de justice et de fraternité et que, plus précisément, que soient mis en œuvre :

- la priorité à la réduction des inégalités et au soutien des plus démunis ;
- la nécessaire hiérarchisation des désirs qui ne pourront pas être tous satisfaits en même temps, ce qui suppose des choix cohérents ;
- la prise en compte des tensions inévitables entre l'écologie et le social
- l'appel à la créativité des territoires, notamment sur les questions de mobilité et de services publics, particulièrement en matière de santé et d'éducation ;
- la conscience que les décisions d'aujourd'hui concernent les générations de demain ;
- la nécessité de prolonger dans le temps la démarche participative du grand débat national pour mettre en place une démocratie délibérative et relever durablement le défi démocratique posé à notre société.

-----